A°. 1932.  N°. 50.

PUBLICATIEBLAD.

BESCHIKKING *van den 27sten April 1932, No. 416, bepalende de plaatsing in het Publicatieblad van het Koninklijk besluit van den 15den Februari 1932 (Staatsblad No. 51), bepalende de bekendmaking in het* Staatsblad *van het op 22 December 1930 te* Oslo *gesloten verdrag tot economische toenadering met bijbehoorend protocol (Staatsblad 1931, No. 521).*

DE GOUVERNEUR van Curaçao,

Gelezen de missive van den Minister van Koloniën van den 5den April 1932, 4de en 7de Afdeeling, No. 16/180, waarbij ter bekendmaking is ontvangen het Koninklijk besluit van den 15den Februari 1932 (Staatsblad No. 51), bepalende de bekendmaking in het *Staatsblad* van het op 22 December 1930 te *Oslo* gesloten verdrag tot economische toenadering met bijbehoorend protocol (Staatsblad 1931, No. 521).

Heeft goedgevonden te bepalen:

dat voormeld Koninklijk besluit van den 15den Februari 1932 (Staatsblad No. 51), nevens afschrift dezer beschikking, in het Publicatieblad zal worden geplaatst.

De Gouverneur voornoemd,

VAN SLOBBE.

Uitgegeven den 11den Mei, 1932.
De Gouvernements-Secretaris,
GRONEMEIJER.

WIJ WILHELMINA, BIJ DE GRATIE GODS, KONINGIN DER NEDERLANDEN, PRINSES VAN ORANJE-NASSAU, ENZ., ENZ., ENZ.

Gezien de Wet van 19 December 1931 (*Staatsblad* n°. 521), houdende goedkeuring van het op 22 December 1930 te *Oslo* gesloten verdrag tot economische toenadering, met bijbehoorend protocol, van welke stukken een afdruk en eene vertaling bij dit Besluit zijn gevoegd;

Overwegende, dat dit verdrag met protocol door de verdragsluitende Staten is bekrachtigd en dat hunne akten van bekrachtiging te *Oslo* zijn nedergelegd, te weten van *Denemarken* op 29 April 1931, van *Noorwegen* op 6 Juni 1931, van *Zweden* op 17 Juni 1931, van *België* op 21 October 1931 en van *Nederland* op 23 Januari 1932;

Overwegende, dat het verdrag, overeenkomstig artikel IX, op 7 Februari 1932 in werking is getreden;

Op de voordracht van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken van den 12den Februari 1932, Directie van het Protocol, n°. 5116;

Hebben goegevonden en verstaan:

meergenoemd verdrag en protocol, alsmede de vertalingen daarvan, te doen bekend maken door de plaatsing van dit Besluit in het *Staatsblad*.

Onze Ministers, Hoofden van Departementen van Algemeen

Bestuur, zijn, ieder voor zooveel hem aangaat, belast met de uitvoering van hetgeen ten deze wordt vereischt.

's-Gravenhage, den 15den Februari 1932.

WILHELMINA.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,
BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Uitgegeven den *tweeden* Maart 1932.

De Minister van Justitie,
J. DONNER.

CONVENTION DE RAPPROCHEMENT ECONOMIQUE.

Sa Majesté le Roi des Belges, agissant tant en son nom qu'en celui de Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, en vertu d'accords existants; Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande; Sa Majesté le Roi de Norvège; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et Sa Majesté le Roi de Suède,

Désireux de mettre en pratique les principes qui sont à la base de l'action économique de la Société des Nations et de respecter autant que possible leurs intérêts réciproques, ont décidé de conclure à cette fin une convention de rapprochement économique et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges:

M. Maximilien Suetens, Directeur au Ministère des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande:

M. M. J. C. T. Clan, Chambellan, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire;

Sa Majesté le Roi de Norvège:

M. Gunnar Jahn, Directeur en Chef du Bureau Central de Statistique;

M. Rolf Andvord, Chef de Division au Ministère des Affaires Etrangères;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

M. le Docteur J. A. Nederbragt, Directeur des Affaires Economiques et Consulaires au Ministère des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Suède:

M. le Docteur Torvald Höjer, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Oslo;

M. C. Günther, Directeur des Affaires Commerciales au Ministère des Affaires Etrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

Article I.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas procéder à l'augmentation de leurs droits de douane ou à l'établissement de nouveaux droits de douane sans avoir donné communication aux autres Hautes Parties Contractantes des projets ou des décisions qui y sont relatifs, au moins 15 jours avant la date envisagée pour la mise en vigueur des droits relevés ou des nouveaux droits. Si la communication n'est pas faite plus de 20 jours avant la mise en vigueur elle doit être transmise télégraphiquement. La Partie qui projette la mesure dont il s'agit pourra exiger que sa communication ait un caractère confidentiel.

Article II.

Si, après réception de la communication visée à l'article I, une des Hautes Parties Contractantes estime que les augmentations ou nouveaux droits projetés seraient de nature à lui porter préjudice, elle aura la faculté, au cours des 10 jours suivants, de proposer, le cas échéant, les modifications qu'elle jugerait utiles pour la sauvegarde de ses intérêts.

Article III.

Si, après un examen attentif des propositions qui lui sont ainsi faites, la Partie en cause ne pouvait les agréer, elle aura le droit de mettre la mesure qu'elle projette en vigueur, sans autres formalités, un mois après le jour de la communication visée à l'article I. Elle devra toutefois en aviser télégraphiquement, le jour même, les autres Hautes Parties Contractantes.

Article IV.

Dans les circonstances visées à l'article III, la Partie qui s'estime lésée aura la faculté, dans le mois qui suit l'augmentation des droits ou l'établissement des nouveaux droits, de notifier télégraphiquement aux autres Hautes Parties Contractantes qu'elle dénonce la présente convention pour lui faire prendre fin, en ce qui la concerne, 15 jours après, soit à l'égard de la Partie qui aura procédé à une augmentation de droits ou à la création de droits nouveaux, soit à l'égard de toutes les Hautes Parties Contractantes. Dans le mois qui suit la réception

d'une pareille notification, les autres Hautes Parties Contractantes auront le droit de dénoncer la convention de la même manière et avec le même délai.

Article V.

Dans des cas exceptionnels, les droits fiscaux nouveaux ou relevés, dont la mise en vigueur immédiate serait nécessaire, peuvent être appliqués sans communication préalable. Toutefois, la Partie en cause en avisera immédiatement les autres Hautes Parties Contractantes.

Article VI.

La présente convention est conclue pour une durée de six mois.

Un mois avant l'expiration de cette période, chacune des Hautes Parties Contractantes aura le droit de notifier au Gouvernement norvégien son intention de se retirer de la convention à l'expiration de la période en cours. Il en informera immédiatement les autres Hautes Parties Contractantes, en indiquant la date de la dénonciation.

Pour les Hautes Parties Contractantes qui n'ont pas dénoncé la convention, celle-ci restera en vigueur, aux mêmes conditions pour une nouvelle période de six mois, et ainsi de suite de six mois en six mois.

Article VII.

Un Etat qui n'est pas parti à la présente convention pourra y adhérer si les Hautes Parties Contractantes en sont d'accord.

Article VIII.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que possible et les instruments de ratification seront déposés au Ministère des Affaires Etrangères à Oslo, qui en informera immédiatement les autres Hautes Parties Contractantes.

Article IX.

La présente convention entrera en vigueur le 15ème jour après la date du dépôt des instruments de la cinquième ratification.

Article X.

Lors de la signature de la présente convention ou du dépôt des instruments de ratification chaque Haute Partie Contractante peut déclarer qu'elle ne se lie que pour ses territoires en Europe.

La Haute Partie Contractante qui fait usage de cette faculté a le droit de déclarer ultérieurement au Gouvernement norvégien qu'elle désire voir s'étendre la convention à ses Territoires d'outre-mer, Colonies ou Territoires sous mandat. Ce Gouvernement transmettra cette déclaration immédiatement aux autres Hautes Parties Contractantes. La convention entrera en vigueur, pour ce qui concerne les Territoires d'outre-mer, Colonies ou Territoires sous mandat, 15 jours après la déclaration susvisée.

La Haute Partie Contractante qui a fait cette déclaration a également le droit de déclarer ultérieurement qu'elle désire voir cesser les effets de la convention pour les territoires en cause. La procédure indiquée ci-dessus sera également applicable à ce dernier cas.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Fait à Oslo, le vingt-deux décembre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Ministère des Affaires Etrangères à Oslo; copie conforme en sera transmise aux Hautes Parties Contractantes.

Belgique:
M. SUETENS.

Pour le Danemark:
J. CLAN.

Norvège:
GUNNAR JAHN.
ROLF ANDVORD.

Pays-Bas:
NEDERBRAGT.

Suède:

Sous réserve de ratification de Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag.

TORVALD HÖJER.
CHRISTIAN GÜNTHER.

PROTOCOLE.

Les soussignés, dûment délégués à cet effet, déclarent que leurs Gouvernements sont disposés à prêter leur appui à l'action internationale ayant pour object de réduire les entraves au commerce et d'ameliorer le régime général des échanges.

Dans ce but et pour sauvegarder leurs intérêts communs, les Gouvernements susvisés ont l'intention de poursuivre, dans le domaine économique, la collaboration qu'ils ont inaugurée entre eux au cours de l'année 1930.

Ils examineront d'autre part la possibilité d'étendre l'application du principe qui est à la base de la convention qu'ils ont signée à la date de ce jour aux autres dispositions susceptibles d'affecter leurs échanges réciproques.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Oslo, le vingt-deux décembre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Ministère des Affaires Etrangères à Oslo; copie conforme en sera transmise aux Hautes Parties Contractantes.

Belgique:

M. SUETENS.

Danemark:

J. CLAN.

Norvège:

GUNNAR JAHN.
ROLF ANDVORD.

Pays-Bas:

NEDERBRAGT.

Suède:

TORVALD HÖJER.
CHRISTIAN GÜNTHER.

VERDRAG TOT ECONOMISCHE TOENADERING.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen, handelende zoowel in Zijn naam als in dien van Hare Koninklijke Hoogheid de Groot-Hertogin van Luxemburg, zulks krachtens bestaande overeenkomsten; Zijne Majesteit de Koning van Denemarken en van IJsland; Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen; Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden en Zijne Majesteit de Koning van Zweden;

Wenschende de beginselen, die aan den economischen arbeid van den Volkenbond ten grondslag liggen, in toepassing te brengen en zooveel mogelijk rekening te houden met hun wederzijdsche belangen, hebben besloten te dien einde een verdrag tot economische toenadering te sluiten, en hebben tot hun gevolmachtigden benoemd, te weten:

Zijne Majesteit de Koning der Belgen:

den Heer Maximilien Suetens, Directeur aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken en van IJsland:

den Heer M. J. C. T. Clan, Kamerheer, Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister;

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen:

den heer Gunnar Jahn, Hoofddirecteur van het Centraal Bureau voor de Statistiek;
den Heer Rolf Andvord, Afdeelingschef aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden:

den Heer Dr. J. A. Nederbragt, Directeur van Economische en Consulaire Zaken aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

Zijne Majesteit de Koning van Zweden:

den Heer Dr. Torvald Höjer, Hoogstdeszelfs Buitengewoon Gezant en Gevolmachtigd Minister te Oslo;

den Heer C. Günther, Directeur van Handelszaken aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken;

die, na elkander hun in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, tot overeenstemming zijn gekomen nopens de volgende bepalingen:

Artikel I.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich om niet over te gaan tot verhooging van hare invoerrechten of tot de instelling van nieuwe invoerrechten zonder aan de andere Hooge Verdragsluitende Partij te hebben kennis gegeven van de ontwerpen of de beslissingen, die er op betrekking hebben, ten minste 15 dagen vóór den datum, bepaald voor de inwerkingtreding van de verhoogde rechten of van de nieuwe rechten. Indien de kennisgeving niet meer dan 20 dagen voor de inwerkingtreding wordt gedaan, moet dezelve telegrafisch geschieden. De Partij, die den maatregel beraamt, waarom het gaat, zal kunnen eischen, dat hare kennisgeving een vertrouwelijk karakter drage.

Artikel II.

Indien na ontvangst van de kennisgeving, bedoeld in artikel I, een der Hooge Verdragsluitende Partijen de ontworpen verhoogingen of nieuwe rechten van zoodanigen aard acht, dat zij afbreuk zouden doen aan hare belangen, zal zij het recht hebben, in den loop van de 10 volgende dagen eventueel die veranderingen voor te stellen, die zij voor de beveiliging van hare belangen noodzakelijk mocht achten.

Artikel III.

Indien, na een nauwkeurig onderzoek der voorstellen, die haar op deze wijze worden gedaan, de betrokken Partij deze niet kan

aanvaarden, zal zij het recht hebben den door haar voorgenomen maatregel in werking te doen treden, zonder andere formaliteiten, een maand na den dag van de kennisgeving, bedoeld in artikel I. Zij moet evenwel op denzelfden dag de andere Hooge Verdragsluitende Partijen hiermede telegrafisch in kennis stellen.

Artikel IV.

Onder de omstandigheden, bedoeld in artikel III, zal de Partij, die zich benadeeld acht, de bevoegdheid hebben, binnen een maand na de verhooging van de rechten of de instelling van nieuwe rechten aan de andere Hooge Verdragsluitende Partij telegrafisch mede te deelen, dat zij dit verdrag opzegt, om het te doen ophouden van kracht te zijn, wat haar betreft, 15 dagen daarna, hetzij ten aanzien van de Partij, die zal zijn overgegaan tot een verhooging van rechten of tot de instelling van nieuwe rechten, hetzij ten aanzien van alle Hooge Verdragsluitende Partijen. Binnen een maand, volgende op de ontvangst van een zoodanige kennisgeving, zullen de andere Hooge Verdragsluitende Partijen het recht hebben, dit verdrag op dezelfde wijze en met inachtneming van denzelfden termijn op te zeggen.

Artikel V.

Bij uitzondering kunnen nieuwe of verhoogde fiscale rechten, waarvan de onmiddellijke inwerkingtreding noodzakelijk zoude zijn, worden toegepast zonder voorafgaande kennisgeving. De betrokken Partij zal evenwel onmiddellijk hiervan kennis geven aan de andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

Artikel VI.

Dit verdrag is gesloten voor den duur van zes maanden.

Een maand voor het verstrijken van dit tijdperk zal ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen het recht hebben, aan de Noorsche Regeering kennis te geven van haar voornemen om bij het verstrijken van het loopende tijdperk uit het verdrag te treden. Deze zal hiervan onmiddellijk kennis geven aan de andere Hooge Verdragsluitende Partijen onder vermelding van den datum van de opzegging.

Voor de Hooge Verdragsluitende Partijen, die het verdrag

niet hebben opgezegd, zal dit onder dezelfde voorwaarden van kracht blijven voor een nieuw tijdperk van zes maanden en zoo vervolgens van zes maanden tot zes maanden.

Artikel VII.

Een staat, die niet partij is bij dit verdrag, zal daartoe kunnen toetreden, indien de Hooge Verdragsluitende Partijen het daaromtrent eens zijn.

Artikel VIII.

Dit verdrag zal zoo spoedig mogelijk worden bekrachtigd en de bekrachtigingsoorkonden zullen worden nedergelegd op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Oslo, dat daarvan onmiddellijk mededeeling zal doen aan de andere Hooge Verdragsluitende Partijen.

Artikel IX.

Dit verdrag zal in werking treden den 15den dag na den datum van de nederlegging van de oorkonde der vijfde bekrachtiging.

Artikel X.

Op het oogenblik van onderteekening van dit verdrag of van nederlegging der bekrachtigingsoorkonden kan ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen verklaren, dat zij zich slechts voor hare gebieden in Europa bindt.

De Hooge Verdragsluitende Partij, die van deze bevoegdheid gebruik maakt, heeft het recht, later aan de Noorsche Regeering te verklaren, dat zij het verdrag wenscht te zien uitgebreid tot hare overzeesche gebieden, koloniën of gebieden onder mandaat. Genoemde Regeering zal deze verklaring onmiddellijk aan de andere Hooge Verdragsluitende Partijen overbrengen. Het verdrag zal in werking treden, voor zoover betreft de overzeesche gebieden, koloniën of gebieden onder mandaat, 15 dagen na de bovenbedoelde verklaring.

De Hooge Verdragsluitende Partij, die deze verklaring heeft gedaan, heeft eveneens het recht, later te verklaren, dat zij wenscht, dat het verdrag zal ophouden van toepassing te zijn op de betrokken gebieden. Op dit laatste geval zal de hierboven aangegeven procedure eveneens van toepassing zijn.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden dit verdrag hebben onderteekend.

Gedaan te Oslo, den twee en twintigsten December negentienhonderd en dertig, in een enkel exemplaar, dat zal worden bewaard in het archief van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Oslo; eensluidend afschrift ervan zal worden verstrekt aan de Hooge Verdragsluitende Partijen.

België:

M. Suetens.

Voor Denemarken:

J. Clan.

Noorwegen:

Gunnar Jahn.

Rolf Andvord.

Nederland:

Nederbragt.

Zweden:

Onder voorbehoud van bekrachtiging door Zijne Majesteit den Koning van Zweden met goedkeuring van den Riksdag.

Torvald Höjer.

Christian Günther.

PROTOCOL.

De ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gevolmachtigd, verklaren, dat hun Regeeringen bereid zijn, haar steun te verleenen aan de internationale werkzaamheid, vermindering van de handelsbelemmeringen en verbetering van het algemeene stelsel van het ruilverkeer beoogende.

Met dat doel en ter beveiliging van haar gemeenschappelijke belangen hebben de bovengenoemde Regeeringen het voornemen, de samenwerking op economisch gebied, die zij in den loop van het jaar 1930 onderling zijn begonnen, voort te zetten.

Zij zullen anderzijds de mogelijkheid onder het oog zien, de toepassing van het beginsel, dat aan het verdrag, hetwelk zij op den datum van heden hebben geteekend, ten grondslag ligt, uit te breiden tot de andere bepalingen, welke hun onderling ruilverkeer mochten kunnen benadeelen.

Ter oorkonde waarvan de gevolmachtigden dit protocol hebben onderteekend.

Gedaan te Oslo, den twee en twintigsten December negentienhonderd en dertig, in een enkel exemplaar, dat zal worden bewaard in de archieven van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken te Oslo; eensluidend afschrift er van zal worden verstrekt aan de Hooge Verdragsluitende Partijen.

België:
M. Suetens.

Denemarken:
J. Clan.

Noorwegen:
Gunnar Jahn.
Rolf Andvord.

Nederland:
Nederbragt.

Zweden:
Torvald Höjer.
Christian Günther.